

APPEL DU 1^{ER} MAI 2017

Un avenir pour toutes et tous. Plus social. Plus juste

De nombreux travailleurs et travailleuses s'inquiètent pour leur emploi. Le chômage ne diminue que lentement et il reste à un niveau très élevé pour la Suisse. La force du franc en est responsable. Les travailleurs et les travailleuses âgés sont plus particulièrement touchés. Bien qu'ayant légèrement reculé de manière générale ces derniers temps, le chômage a continué à augmenter chez les plus de 55 ans. Nombre d'entre eux ne retrouvent en outre que très difficilement un emploi.

De nombreux travailleurs et travailleuses s'inquiètent pour leurs salaires. Il y a toujours bien trop de sous-enchère, les hausses de salaires sont faibles. Et elles sont immédiatement absorbées par l'augmentation ininterrompue des primes des caisses-maladie. Et pourtant, les cantons poursuivent leur politique d'austérité nuisible et diminuent les réductions des primes au lieu de les augmenter.

De nombreux travailleurs et travailleuses s'inquiètent pour leur retraite. Et à raison ! Si aucune contre-mesure n'est prise, le niveau des rentes des futurs retraité(e)s baissera.

Ce qui se passe au-delà de nos frontières est aussi préoccupant. Aux États-Unis, le fossé qui ne cesse de se creuser entre riches et pauvres a entraîné l'élection d'un président incompetent et incapable de relever les défis que son pays affronte. Et en Europe, les mouvements et les partis d'extrême droite espèrent obtenir des majorités.

Si l'on ne prend pas au sérieux les problèmes de la population en général et en particulier ceux des travailleurs et des travailleuses, cette évolution menacera aussi la Suisse. Nous, les syndicats, nous dénonçons les problèmes. Nous nous battons. Nous avons largement contribué au rejet massif de l'initiative xénophobe dite « de mise en œuvre » et de la troisième et néfaste réforme de l'imposition des entreprises.

Mais nous ne voulons pas uniquement repousser ces attaques. Nous voulons et pouvons aussi façonner la Suisse. Une Suisse plus sociale. Et plus juste.

Par exemple la prévoyance vieillesse : les patrons et leurs alliés dénigrent l'AVS depuis des années. Ils veulent imposer la retraite à 67 ans et pousser la population dans les bras des assurances privées. Nous avons pourtant obtenu d'importantes avancées sociales avec Prévoyance vieillesse 2020. En dépit de l'opposition acharnée des patrons, de l'UDC et du PLR, nous avons fait passer pour la première fois depuis 42 ans une hausse – pas simplement une adaptation – des rentes AVS. Le renforcement de l'AVS que les syndicats demandent depuis longtemps est enfin à portée de main et, étant donné les problèmes rencontrés par les caisses de pensions, il est aussi urgent. Cette réforme apporte également toute une série de progrès. Comme le fait que le temps partiel sera enfin mieux assuré dans le 2^e pilier et que l'inégalité des rentes entre femmes et hommes sera réduite. Ou le fait que les chômeurs et chômeuses âgés ne seront pas automatiquement exclus de leur caisse de pensions, mais auront un droit à une rente.

Nous n'avons toutefois pas réussi à nous imposer sur tous les sujets. Prévoyance vieillesse 2020 résulte d'un compromis. Le relèvement de l'âge de la retraite des femmes est clairement un recul. Et le taux de conversion appliqué dans la prévoyance professionnelle obligatoire baissera. Toutefois, contrairement à ce qui fut le cas en 2010, lorsque nous avons balayé pareille baisse, cette fois, la baisse des rentes sera compensée. Grâce à une garantie des droits acquis octroyée aux plus de 45 ans. Et grâce à l'augmentation de l'AVS.

En fin de compte, le résultat est plutôt inattendu : une réforme des retraites qui n'est pas uniquement synonyme de démantèlement, mais aussi de progrès social. C'est pour cela que les patrons ainsi que les partis et les médias de droite comme la *NZZ*, la *Weltwoche* & Cie la combattent si durement. Pour nous, cela veut dire que nous devons nous serrer les coudes et contribuer au succès dans les urnes de ce projet en septembre prochain.

« Plus juste » et « plus social », cela concerne aussi la question des genres. L'égalité en matière d'âge de la retraite, cela suppose l'égalité avant la retraite. Et avant tout l'égalité salariale. À cet égard, les entreprises doivent une fois pour toutes contrôler que les femmes et les hommes gagnent autant pour le même travail. Celles qui ne respectent pas l'égalité salariale doivent payer des amendes. Et il faut que l'État s'engage beaucoup plus dans l'accueil des enfants afin qu'il soit concrètement possible de concilier famille et profession.

Concernant la mise en œuvre de l'initiative « Contre l'immigration de masse » de l'UDC, nous avons empêché la création de contingents discriminatoires. Nous avons développé plus avant les mesures d'accompagnement, certes modestement. Et nous avons pu faire en sorte que les chômeurs et les chômeuses soient avantagés lorsque des postes sont à pourvoir. Le monde du travail s'en trouve ainsi un peu plus social, un peu plus juste.

Les dix-huit derniers mois montrent que l'engagement des syndicats est payant. Les patrons et leurs soutiens politiques n'ont de loin pas encore fait une croix sur l'agenda néolibéral. Il faut continuer à résister. Ils ont justement lancé une offensive contre la protection des travailleurs et des travailleuses. Ils veulent contraindre toujours plus de personnes à travailler gratuitement ainsi que la nuit et le dimanche. Aux dépens de notre santé, aux dépens de notre vie familiale, aux dépens de la cohésion sociale. Cette offensive, nous devons aussi la repousser.

Mais soyons certains que nous pouvons construire l'avenir. Un avenir plus social. Et plus juste.

UNION SYNDICALE SUISSE